Analyse RESF 2021

# Note d'Analyse des Finances Publiques pour 2021

## Contexte Économique

### Situation Pré-Covid-19

L'année 2019 a été marquée par une amélioration notable des finances publiques françaises. Le déficit public a été limité à 2,1 % du PIB, hors l'effet temporaire de la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en allègement pérenne de cotisations sociales. En incluant cet effet, le déficit s'élevait à 3,0 % du PIB. Cette performance a permis de stabiliser l'endettement public à 98,1 % du PIB, soit le même niveau qu'en 2018.

### Impact de la Covid-19

La pandémie de Covid-19 a profondément perturbé cette trajectoire positive. En 2020, le déficit public a atteint 10,2 % du PIB, tandis que la dette publique a grimpé à 117,5 % du PIB. Cette détérioration s'explique par la baisse significative de l'activité économique et les interventions massives de l'État pour contenir les effets dévastateurs de la crise.

### Réponse des Pouvoirs Publics

Les mesures d'urgence mises en place, telles que le dispositif d'activité partielle, le Fonds de solidarité, et les prêts garantis par l'État (PGE), ont été essentielles pour soutenir les ménages et les entreprises. Ces interventions ont permis de préserver l'emploi et de préparer le rebond économique.

## Déficit Public

### Prévisions pour 2021

Le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2021 prévoit un déficit public de 6,7 % du PIB. Cette projection repose sur une prévision de croissance du PIB de +8 %, soit un recul de l'activité de 2,7 % entre 2019 et 2021. Cette prévision se situe au milieu des estimations des autres instituts, qui varient de -1,9 % (Banque de France) à -4,3 % (OCDE).

### Comparaison avec les Autres Prévisions

La Commission européenne, dans ses prévisions de printemps 2020, estimait un déficit public de 4,0 % du PIB pour 2021, avec une croissance réelle du PIB de 7,4 %. Ces différences s'expliquent par les scénarios sanitaires retenus. Par exemple, l'OCDE suppose que l'épidémie nécessitera des interventions jusqu'à fin 2021, tandis que la Banque de France n'intègre pas de dégradation de l'environnement sanitaire.

## Dépenses Publiques

### Mesures d'Urgence et de Soutien

Les dépenses publiques ont fortement augmenté en 2020 en raison des mesures d'urgence et de soutien. Le dispositif d'activité partielle, le Fonds de solidarité, et les prêts garantis par l'État ont été des éléments clés de cette augmentation. Pour 2021, l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) prévoit une progression de +3,5 %, hors dépenses exceptionnelles liées à la Covid-19.

### Plan de Relance

Le Plan de relance, qui inclut des mesures telles que la baisse des impôts de production et le Plan "1 jeune, 1 solution", représente un investissement significatif. Ces mesures visent à soutenir la reprise économique et à préparer l'économie française pour l'avenir.

## Recettes Publiques

### Élasticité des Recettes

La crise a également affecté les recettes publiques. L'élasticité des recettes en temps de crise est un facteur crucial à considérer. Les recettes fiscales ont diminué en raison de la baisse de l'activité économique, mais les mesures de soutien ont permis de limiter l'impact sur les entreprises et les ménages.

### Coût de Financement de l'État

Le coût de financement de l'État et les hypothèses de taux d'intérêt sont des éléments clés pour évaluer la soutenabilité de la dette publique. En 2020, les taux d'intérêt sont restés bas, ce qui a aidé à contenir le coût de financement de la dette.

## Dette Publique

### Évolution de la Dette

La dette publique a atteint 117,5 % du PIB en 2020, en grande partie due à l'intervention publique massive pour contenir les effets de la crise. Pour 2021, la dette publique devrait continuer à augmenter, mais à un rythme plus modéré, en raison du rebond de l'activité économique et des réformes structurelles mises en œuvre.

### Soutenabilité de la Dette

La soutenabilité de la dette publique dépendra de la capacité de l'économie à se redresser rapidement. Le Plan de relance et les réformes structurelles sont essentiels pour assurer une croissance durable et réduire progressivement le ratio de la dette publique.

## Perspectives

### Rebond Économique

Le rebond économique prévu pour 2021 est crucial pour la normalisation des finances publiques. Une croissance du PIB de +8 % permettrait de réduire le déficit public et de stabiliser la dette publique. Cependant, cette prévision dépend fortement de l'évolution de la situation sanitaire et de l'efficacité des mesures de relance.

### Réformes Structurelles

Les réformes structurelles sont essentielles pour maîtriser l'évolution de la dépense publique et assurer un abaissement durable du déficit et de l'endettement publics. Le gouvernement a fixé une stratégie ambitieuse fondée sur la maîtrise de la dépense publique et la réduction des impôts.

### Comparaison avec les Autres Prévisions

La Commission européenne, l'OCDE, et la Banque de France ont des prévisions légèrement différentes pour 2021. Ces différences s'expliquent par les scénarios sanitaires retenus et l'intégration des mesures du Plan de relance. Par exemple, l'OCDE suppose que l'épidémie nécessitera des interventions jusqu'à fin 2021, tandis que la Banque de France n'intègre pas de dégradation de l'environnement sanitaire.

## Conclusion

La crise de la Covid-19 a profondément perturbé les finances publiques françaises, mais les mesures d'urgence et de soutien ont permis de limiter les dégâts. Pour 2021, le déficit public est prévu à 6,7 % du PIB, avec une croissance du PIB de +8 %. Les réformes structurelles et le Plan de relance sont essentiels pour assurer une reprise durable et maîtriser l'évolution de la dette publique. La soutenabilité de la dette dépendra de la capacité de l'économie à se redresser rapidement et de l'efficacité des mesures de relance.

## Tableaux de Données

### Prévisions de Déficit Public et Croissance du PIB

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **2019** | **2020** | **2021** |
| :-- | :--: | :--: | :--: |
| PLF 2021 |  |  |  |
| Solde public (en % du PIB) | -3,0 | -10,2 | -6,7 |
| Croissance réelle du PIB (en %) | 1,5 | -10,0 | 8,0 |
| Déflateur du PIB (en %) | 1,2 | 1,8 | 0,3 |
| Commission européenne (prévisions de printemps 2020) |  |  |  |
| Solde public (en % du PIB) | -3,0 | -9,9 | -4,0 |
| Croissance réelle du PIB (en %) | 1,3 | -8,2 | 7,4 |
| Déflateur du PIB (en %) | 1,5 | 1,3 | 0,9 |

\*La Commission européenne a depuis actualisé sa prévision de croissance réelle au courant de l'été 2020 à -10,6 % en 2020 et +7,6 % en 2021.

### Perte de PIB en 2021 par rapport à 2019

![img-22.jpeg](img-22.jpeg)

Cette analyse met en lumière les défis et les opportunités pour les finances publiques françaises en 2021. La reprise économique et les réformes structurelles seront cruciales pour assurer une trajectoire durable des finances publiques.